

L'Humanité Rouge

Quotidien des communistes marxistes léninistes de France

BP 61 75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72 La Source

● Albanie

LE 8^e CONGRES DES UNIONS PROFESSIONNELLES

Le 8^e Congrès des Unions professionnelles d'Albanie vient de s'achever à Korça. Il a représenté pour la classe ouvrière et tout le peuple albanais un événement important. Durant le

Congrès les délégués venus de toute l'Albanie ont présenté avec enthousiasme et fierté la moisson des nouveaux succès remportés dans l'édification du socialisme par la classe ouvrière albanaise. Dans de nombreux endroits, les tâches du plan ont été accomplies avant terme.

Depuis leur dernier congrès, la contribution des Unions professionnelles, sous la direction du Parti du travail d'Albanie, a été grande dans tous les domaines de la vie.

Par la voix de ses délégués aux congrès, la classe ouvrière albanaise a réaffirmé son engagement de rester fidèle à son avant-garde, le PTA, dans la défense du marxisme-léninisme et la lutte sans compromis contre l'impérialisme, le social-impérialisme et le révisionnisme. Tout le congrès a concrétisé la directive du camarade Enver Hoxja selon laquelle «la tâche principale de l'Organisation des Unions professionnelles a été et demeure l'éducation communiste des travailleurs».

Parlant de la mobilisation de la classe ouvrière et de tous les travailleurs pour l'accomplissement des tâches de 6^e plan quinquennal, Idriz Dhrami, secrétaire du Conseil central des UPA, a dans son intervention, résumé le sentiment général des travailleurs albanais en déclarant :

«Un an et demi de travail inlassable et plein d'héroïsme pour la réalisation de ce plan fournit de nombreux exemples attestant qu'il n'y a rien que ne puissent faire la classe ouvrière et les autres masses travailleuses éduquées par le Parti et dirigées par lui, que nos possibilités sont grandes, et qu'il n'y a pas de tâches qu'on ne réalise pas, qu'il n'y a pas de difficultés qu'on ne surmonte pas, il n'y a pas de blocus qu'on ne force pas.»

Cet état d'esprit révolutionnaire est aussi celui de ce jeune ouvrier d'Erseka parti s'installer définitivement à la campagne qui a renouvelé devant le congrès ce serment solennel : «Nous aurons toujours le cœur de l'ouvrier, l'esprit du communiste, le pas du soldat.»

Travailleurs du métro en lutte

Malgré les manœuvres patronales et révisionnistes

LA LUTTE CONTINUE

Ce qui fait la force de la classe ouvrière, c'est son unité. Cela les travailleurs l'ont appris par expérience depuis longtemps déjà.

Cela, les patrons et leurs alliés révisionnistes du PCF et de la direction de la CGT le savent aussi. Ils savent que pour saboter une lutte, il faut avant tout diviser les travailleurs.

C'est de qu'ils ont essayé de faire, l'un comme l'autre, chacun à sa manière, vis à vis des travailleurs du métro en lutte depuis maintenant 28 jours.

Profitant de la reprise du travail de quelques travailleurs de l'entreprise No 3 à la suite d'une campagne intensive de manœuvres de la part des révisionnistes du

PCF, le ministre annonçant la reprise de 40 % des travailleurs, la CGT, elle annonçait 200 reprises.

La campagne d'intoxication et de division était bien partie et tous les ennemis de la classe ouvrière pouvaient commencer à se réjouir.

Eh bien messieurs, c'est loupé ! Devant la détermination des travailleurs, devant l'unité du Comité de lutte, votre manœuvre a échoué. Certains travailleurs qui, trompés, avaient repris le travail, ont même à nouveau rejoint la grève.

Celle-ci se poursuit, plus déterminée que jamais, jusqu'à la victoire...

(Voir article page 4)



Editorial *Des cadeaux pour les patrons Du chômage pour les jeunes*

L'Assemblée nationale a adopté lundi le projet de loi gouvernemental modifiant les contrats d'apprentissage.

D'après le gouvernement, le projet servirait à «encourager cette forme d'enseignement qui assure une formation professionnelle de qualité et qui concerne 20 % des jeunes sortant chaque année du système éducatif».

Autrement dit, le gouvernement aurait trouvé le miracle pour donner une formation à tous les jeunes et par la même occasion pour résoudre le chômage.

En fait, de quoi s'agit-il ? Essentiellement d'une grossière manœuvre qui, sous le prétexte d'«aider les jeunes», vise en fait à faire de nouveaux cadeaux aux patrons et particulièrement ici aux patrons des petites entreprises.

Le principe est simple. Le patron qui prend un apprenti aura droit à une prime et ne paiera pas, pendant environ 6 mois, de cotisation de sécurité sociale sur cet apprenti. Il est en plus prévu une «aide» supplémentaire de l'Etat aux patrons de 170 millions de francs.

Si on ajoute à cela les profits qu'il tirera de l'exploitation éhontée de ce qui n'est pour lui

qu'une main d'œuvre supplémentaire, on voit quel bénéfice peut retirer de cette loi un patron, quitte à licencier pour une raison ou pour une autre son apprenti au bout de 6 mois, en reprendre un autre et à recommencer le manège.

Quant à l'apprenti, qui n'a la plupart du temps rien appris, il pourra toujours aller grossir les rangs des 700 000 jeunes actuellement au chômage ; et encore ne pourrait-il même pas demander les indemnités puisque, officiellement, il ne travaillait pas.

Tournant ses propres lois et tentant de reprendre les acquis de dizaines d'années de lutte, la bourgeoisie exploite, en fait, par ce biais, les enfants des travailleurs dès l'âge de 14 ans.

Exploités en tant qu'ouvriers, opprimés en tant que jeunes, ceux-ci forment une force de révolte considérable. Ils sont le prolétariat de demain. Le rôle des communistes à leur égard n'en est que plus important. C'est en organisant aujourd'hui la jeunesse travailleuse, sur une ligne de lutte de classe, que l'on prépare la révolution à venir.

● Chine

Une délégation de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) conduite par Aban-Jihad est arrivée lundi matin à Pékin pour une visite d'amitié, à l'initiative du gouvernement chinois. Elle a été chaleureusement accueillie par Huang Hua, ministre des Affaires étrangères. La délégation palestinienne visitera ensuite le Vietnam et la Corée du Nord.

Communiqué

Pendant la période de juillet-août, compte tenu des départs en congés des travailleurs tant journalistes que maquettistes ou imprimeurs qui participent à sa réalisation, et des chutes de diffusion habituelles dans cette période, le quotidien cessera de paraître. Le dernier numéro sera daté du vendredi 1^{er} juillet.

La parution reprendra avec le numéro daté du mardi 6 septembre.

Seul, le bimensuel continuera de sortir régulièrement dans la période.

Pour tous nos abonnés au quotidien qui ne pourront recevoir le bimensuel par les moyens habituels, avertir dès maintenant l'administration.

Ils doivent fournir leur adresse et autres renseignements complémentaires afin de recevoir le bimensuel dans les meilleures conditions possibles.



Télévision

Le programme de la semaine

MARDI 28 TF 1 à 21 h 35

MOLOKO LE SORCIER

C'est le deuxième épisode d'une émission sur les Indiens de Guyane. La Guyane, c'est une des dernières colonies françaises. Colonie qui dispose d'énormes ressources forestières et d'un sous-sol très riche. La bourgeoisie qui tente de mettre en place un deuxième plan de «peuplement» (lisez d'invasion) essaie de nous faire croire qu'on ne trouve personne et qu'il n'y a qu'à arriver et se servir. Ce documentaire a le mérite de montrer la richesse de la culture des Indiens que la colonialisme français a décimés par la maladie et les mauvais traitements.

MERCREDI 29 à 21 h 30

«LES DROITS DE L'HOMME»

Une émission sur les droits de l'homme. La bourgeoisie qui viole tous les jours ses propres lois, qui limite chaque jour un peu plus les libertés individuelles et matraque les travailleurs, se met en tête de parler des «droits de l'homme» ! Parler des «droits de l'homme» quand on livre des armes à l'Afrique du Sud c'est pour le moins audacieux !

Les «droits de l'homme» en Union soviétique c'est devenu le cheval de bataille de Carter contre l'Union soviétique dans le cadre de leur rivalité pour se partager le monde. En fait, Carter se moque bien des «droits de l'homme». Ce qu'essaie de faire Carter, c'est utiliser les aspirations antifascistes des peuples de l'Est pour renforcer sa position contre Brejnev.

On remarque que mercredi, on fera mention de la Tchécoslovaquie, de la RDA mais pas de l'URSS. Il faut préserver les marchés. Ce qu'il faut voir surtout c'est l'amalgame qui sera fait entre le Chili et le Kampuchéa.

Au moment où les travailleurs en lutte tourment de plus en plus les yeux vers la Chine et l'Albanie socialistes et vers les peuples du tiers monde en lutte, on essaie de faire croire qu'il s'agit de pays totalitaires et que tout compte-fait la dictature de la bourgeoisie appelée «démocratie» bourgeoise c'est peut-être mieux !

JEUDI ANTENNE 2 à 20 h 30

Au grand Échiquier : le Brésil

Pour vous donner une petite idée, il faut déjà dire que l'émission a été réalisée avec la télévision brésilienne. Quand on regarde le programme de près, on trouve des groupes de musique ou de danse folklorique, des reportages sur Brasilia, la ville nouvelle et d'autres villes aux curiosités touristiques.

Ce n'est pas dans cette émission qu'on aura des renseignements sur la vie et les luttes du peuple dans les bidonvilles, dans les grandes firmes, sur les tortures «de l'escadron de la mort», sur le massacre des Indiens d'Amazonie.

En ce moment, 20 000 étudiants sont en grève depuis trois semaines à Brasilia pour exiger l'annulation de sanctions prises contre 19 de leurs camarades. L'université de Brasilia s'était déjà mise en grève pour soutenir les étudiants de Sao Paulo.



L'influence du climat sur l'agriculture.

VENREDI à 21 h 30
LES MYSTERES DE LA TERRE
LE CLIMAT ET LES HOMMES

D'où viennent les irrégularités climatiques ? Qu'est-ce qui fait le rythme des saisons ? Quelles sont les explications en présence : Quels phénomènes entrent en ligne de compte lors de phénomènes comme la sécheresse ?

Dans cette émission, on devrait trouver de nombreuses informations sur le point de recherches dans ce vaste domaine.



• Djibouti

La puissance militaire française (2)

La position stratégique que notre pays occupe dans la géo-politique de la région représente pour l'impérialisme français un intérêt capital. En effet, les deux tiers du pétrole français transitent par cette route.

Et l'impérialisme français ne cesse d'accroître sa puissance militaire dans le seul souci de préserver ses intérêts dans cette partie du monde.

Actuellement, les effectifs des troupes coloniales stationnées à Djibouti sont de l'ordre de 10 000 hommes.

— l'armée de terre : 5e régiment inter-armes d'outre mer (RIAOM) ; la 13e demi-brigade de la légion étrangère équipée d'un armement moderne (chars de combat AMX 30 équipés de missiles sol-sol et sol-air, des auto-mitrailleuses, de mortiers), de canons tractés de 155 mm).

— la base aérienne : dotée d'avions à réaction (F 100), d'hélicoptères de liaison Alouette II et de transport Nord-Atlas et Puma, et des radars sophistiqués.

— les forces navales sont composées d'une vingtaine de navires de guerre : 4 aviso-escorteurs équipés de 22 missiles «exucet», 2 sous-marins classiques d'attaque, un transport de chalands de débarquement, d'un navire-atelier ultra-moderne «le Jules Verne» et divers petits bâtiments.

A cette force d'interventions s'ajoute le porte-avion «Foch» qui vient de remplacer l'autre porte-avion «Clémenceau».

Cette base militaire française s'est renforcée d'année en année pour réprimer tout soulèvement de notre peuple, elle menace aussi tous les peuples de la région.

Aujourd'hui, grâce à des accords de coopération, l'impérialisme français maintiendra sa base militaire et ses valets ne cessent de justifier cette présence en di-

sant que nous avons besoin de la coopération de ces militaires pour former notre armée nationale ou encore pour «sauvegarder» notre

res coloniales sont intactes et inchangées, les effectifs de l'armée coloniale se multiplient, la répression et la misère sociale s'aggravent.

militaire doit coïncider avec le jour de l'indépendance, et maintenant elle essaie de justifier la présence militaire, et à trahi le mot



intégrité territoriale.

Dans l'état actuel des choses, l'impérialisme français s'oppose à la création d'une armée nationale, mis à part la police et la gendarmerie qui ont augmenté leurs effectifs, cette police locale est préparée par les spécialistes de la police française. Une milice «populaire» a été créée qui sillonne les quartiers populaires et réprime tout mécontentement populaire, cette milice utilise toutes les tortures pour mater le peuple.

En ce moment, les rafles et les fouilles des quartiers populaires se multiplient sous prétexte que la ville regorge de «voleurs».

Le barrage électrifié reste en place pour «protéger» Djibouti du surpeuplement qui «menacerait» la sécurité du territoire.

A la veille de l'indépendance», toutes les structu-

Rappelons au passage qu'en 1975, la LPAI, pour se donner une assise populaire, criait à cor et à cri que le départ du dernier

d'ordre du peuple, mais nous sommes convaincus que notre peuple ne courbera pas l'échine.

UNECAS

• Madagascar

Actuellement, la lutte du peuple malgache connaît de nouveaux développements. Jusqu'alors, le MONIMA (Mouvement national pour l'indépendance de Madagascar) avait participé aux gouvernements successifs mis en place par Ratsiraka, le président de la République malgache.

Son objectif était de pousser ce dernier à aller un peu plus avant dans le sens des aspirations des masses populaires ; afin aussi de barrer la route aux tentatives de retour au pouvoir que complotait la clique (néo-colonialiste) déchu en 1972 : Tsiranana-Resampa, qui fomentait des troubles à caractère tribaliste et raciste...

Le 2 avril dernier, dans un meeting qu'il organisait, le Monima, par la bouche de son président Monja Jaona, dénonçait ce complot de restauration, rejetait en bloc la validité des élections et du gouvernement qui en serait issu, préconisait les conditions pour que la rupture du Monima avec les dirigeants actuels soit évitée : que cela se fasse dans les intérêts du peuple.

La non-suite de ces mises en garde a fait que les 21 et 22 mai, la décision fut prise de quitter en bloc toutes les places qui lui ont été attribuées tant dans le «Front de la Défense de la Révolution» qu'au sein du «Conseil suprême de la Révolution» et du gouvernement proprement dit.

Au cours d'un meeting de 50 000 personnes dans la capitale, le 18 juin, le Monima a annoncé publiquement sa démission en bloc. Il a entamé, par l'in-

termédiaire du syndicat Sympimoto qu'il contrôle, une grève générale dans presque toute l'île. Les paysans ont suivi en prenant possession des vastes étendues de friches qui étaient encore entre les mains des capitalistes français.

Monja Joana a proclamé que le Monima continuera la lutte de libération nationale, pour l'instauration d'une démocratie nouvelle, pour amener les ouvriers et les paysans à devenir les vrais dirigeants de la révolution, etc.

• Grande-Bretagne

Les travailleurs des laboratoires Grunwick, au nord de Londres ont entamé leur dixième jour de grève.

Depuis plus d'une semaine, des incidents se produisent chaque jour opposant les piquets de grève aux forces de police et aux unités spéciales antiémeutes. Les travailleurs se sont mis en grève pour s'opposer à un licenciement. Le mouvement s'est très vite durci, la direction refusant de reconnaître la représentativité du syndicat. Malgré des arrestations nombreuses, plusieurs dizaines en quelques jours, la lutte se poursuit.

Jeudi, c'est le leader des mineurs du Yorkshire, venu apporter son soutien, qui fut arrêté. Il est maintenant relâché. Cette répression ne brise en rien la lutte.

Les travailleurs doivent aussi faire face aux consignes de modération de la confédération syndicale (TUC) qui avait demandé, jeudi, que le piquet soit réduit à 500. Ils sont passés outre. Vendredi matin, près de 2 000 travailleurs se trouvaient massés devant les portes de l'usine.

• URSS

Révolte étudiante

Selon une information qui vient seulement de filtrer d'Union soviétique, les troupes et la police soviétiques ont réprimé sauvagement, en décembre dernier, une manifestation d'étudiants de la ville de Tartou (Estonie) qui protestait contre la domination fasciste des révisionnistes du Kremlin.

L'Académie d'agriculture d'Estonie et l'Université d'État de Tartou avaient organisé le 3 décembre 1976 une soirée que les autorités soviétiques décidèrent d'interdire en invoquant le «caractère satirique et politique» du programme de la soirée. Indignés, les étudiants ont violemment protesté contre cette décision.

Se constituant en manifestation, ils scandaient des mots d'ordre revendiquant les droits démocratiques et condamnant la répression exercée contre les minorités nationales, en passant devant l'immeuble du KGB les étudiants ont crié d'une seule voix : «Le KGB à la porte.» La manifestation a duré jusqu'à 2 h 30 du matin. Pendant ce temps, des renforts du KGB arrivaient par avions spéciaux et des unités de l'armée étaient mises en alerte. La police et la troupe bloquaient toutes les rues conduisant à la place de l'Hôtel de ville, même le corps des sapeurs-pompiers étaient réquisitionnés pour réprimer les étudiants dont beaucoup furent matraqués et arrêtés.



● Les prix

+ 0,9% en mai

Plus 0,9 % en mai, 9,8 % en un an : tel est l'indice truqué de l'INSEE.

Bien sûr, ce sont les prix alimentaires qui ont le plus augmenté : plus 1,7 % en un mois se lon ce même indice. Autre secteur particulièrement touché : l'habillement et les textiles. Ainsi, ce sont les produits de première nécessité qui sont les plus atteints et ce sont donc les travailleurs les plus démunis qui font le plus les frais de cette hausse.

Face à cet indice qui, malgré tous les truquages, reste élevé, Barre s'est senti obligé de se justifier : «Cet indice reste encore un peu plus élevé que celui qui était prévu puisque la pression de la hausse des fruits et légumes, du fait des conditions climatiques, continue de se faire sentir». Cette fois-ci, il a dû faire trop froid ; demain, il fera trop chaud...

● Nucléaire

Graveline

Lundi matin, à 6 h, les flics sont intervenus pour disperser environ 200 manifestants qui empêchaient l'accès au chantier de la centrale. Il y eut environ une vingtaine de blessés dont certains sérieusement. Le but de cette intervention était d'interdire le meeting d'information qui devait avoir lieu avec les travailleurs de la centrale à leur arrivée sur le site.

Clonas-sur-vareze

Les habitants de Clonas-sur-Vareze ont voté dimanche contre l'implantation d'une centrale nucléaire à Saint-Alban-Saint-Maurice-l'Exil (Isère) : 258 non contre 39 oui et 35 indifférents.

Fessenheim

Mise en route du réacteur de la deuxième tranche de la centrale nucléaire de Fessenheim. Quant à la tranche numéro un dont la turbine a eu un incident mécanique le 2 mai, elle devrait être à nouveau remise en service la semaine prochaine.

● Sonacotra

Estimant que les tarifs scandaleux qu'elle exigeait pour ses foyers-prisons n'étaient pas encore suffisamment élevés, la direction de la Sonacotra vient d'annoncer une hausse des tarifs de 6,5 %.

Cela amène les prix, par exemple à 6,97 F par jour pour une chambre de 5 m², c'est-à-dire 216 F par mois. Pour la Sonacotra, cela revient à louer un appartement F2, de 50 m², pour 2 160 F par mois et ceci sur un total de 80 000 lits !

Interrogé sur le Comité de coordination des résidents en grève et sur ses justes revendications, Bon, le directeur général a répondu : «qu'on ne sait pas d'où il sort ni à quoi il se rattache». On suppose que Bon ne met pas souvent les pieds dans les foyers, sinon il le saurait...

En attendant, la Sonacotra a fait cette année un déficit de 75 millions de francs.

Et la lutte continue...

● Communiqué du MTM

Encore une expulsion

Le Mouvement des travailleurs mauriciens fait état dans un communiqué de l'arrestation, la semaine dernière, d'un travailleur mauricien à la Préfecture de police de Paris. Selon, le Mouvement des travailleurs mauriciens, la fiancée de ce travailleur craint qu'il n'ait été expulsé samedi.

M. Omar Rajh, en France depuis trois ans, s'était présenté à la préfecture mercredi dernier avec sa fiancée, une jeune Française, pour obtenir l'autorisation de se marier. Les formalités n'étant pas terminées, il fut alors prié de revenir le lendemain. «Seul, poursuit le Mouvement des travailleurs mauriciens, il a été immédiatement conduit au dépôt».

Le Mouvement proteste contre «cette expulsion arbitraire d'un travailleur régulier en 1974. Encore une fois, conclut-il, il semble que la procédure utilisée ait été celle du refoulement».

Un pape, un évêque, une princesse et quelques fanatiques

La grève des soutanes

La France était surnommée au Moyen-Age la «fille aînée de l'Eglise», tant à cette époque la religion catholique était un des piliers du système féodal. L'Eglise s'accoutuma aussi de la monarchie. Elle sut se faire au capitalisme aussi. Mais aujourd'hui que le capitalisme est pourrissant, l'Eglise se voit traversée par la crise, tout comme le système lui-même.

Excommuniera - excommuniera pas, c'est en ces termes que se pose le divergent entre le Pape et un de ses évêques: Mgr Lefebvre.

L'EGLISE REMISE EN CAUSE

Avec la montée de la révolte de la classe ouvrière et sa capacité croissante à la révolution, l'Eglise a vu peu à peu le nombre de ses fidèles diminuer, plus profondément, les dogmes jugés jadis intangibles furent remis en cause: «les gens perdent la foi».

La convocation du concile Vatican II se proposa de remédier à ce mal. Ce fut un peu la reprise de ce qui s'était passé au début du capitalisme avec la création d'un syndicalisme chrétien, la CFTC en France.

Dans l'Eglise, on se mit à parler plus ouvertement de lutte des classes, à développer l'organisation en groupes divers selon «les milieux sociaux»: ouvriers, paysans, cadres, etc...

Beaucoup de catholiques par ailleurs étroitement liés à la lutte dans leur usine,

leur bureau, se lancèrent tout en tiers dans cette entreprise. Cela accentua la crise: nombre d'entre eux durent souvent choisir entre leur foi religieuse et leur engagement de militant. Beaucoup de prêtres défroquèrent, les séminaristes continuèrent de se faire rares...

REACTION PREVISIBLE

La réaction vint de ceux que l'on appelle les intégristes. Lefebvre en est un. Pour situer le personnage rappelons qu'il a déclaré que la liberté est l'une des erreurs «dispersés par cette philosophie de la Révolution française», que ses adeptes se disent proches de la monarchie, que l'Action française (extrême droite) vend son journal à la porte des églises où il dit la messe, et que le 29 juin 1976, à Lille, il a fait dans son sermon l'éloge de l'Argentine fasciste.

C'est bien par rapport à la politique qu'il faut caractériser ce courant de l'Eglise, comme tous les autres, car dans le même sermon, Lefebvre lui-même précisait



Mgr Lefebvre : l'apologie du fascisme argentin.

«On ne peut séparer l'homme : il est à la fois citoyen et croyant. La politique, il faut bien y venir.» Son éloge du fascisme argentin n'est donc pas un incident.

Citons enfin le fait qu'il donna, il y a peu de temps une conférence à Rome, chez la princesse Pallavicini, qui affiche des sympathies néo-nazies non camouflées.

LA LUTTE DES CLASSES

Lefebvre veut dire la messe en latin, mais cela se fait sans problème dans 23 églises parisiennes depuis longtemps. Il polémique

théologie avec le Pape, mais ce genre de discussion en vase clos divise depuis longtemps l'Eglise catholique contemporaine. Rien de neuf !

Les heurts qui divisent l'Eglise, sont, dans leur fond, politiques.

Pour les communistes marxistes-léninistes, il n'est que très secondaire de savoir si tel ou tel camarade de travail est ou non catholique. L'essentiel ce sont les choix politiques concrets que fera ce travailleur dans le flot de la lutte des classes, le camp qu'il choisit chaque jour dans cette lutte.

La psychiatrie au service du pouvoir

Une élève infirmière nous a communiqué le sujet de l'examen de passage de cette année à Clermont-ferrand pour passer le diplôme de psychiatrie: Il est révélateur du rôle que le pouvoir entend faire jouer à la psychiatrie. Ce n'est pas un hasard s'il tente de faire passer les travailleurs immigrés pour des malades ou des victimes d'accidents du travail pour des simulateurs.

Il s'agit d'un ouvrier immigré de chez Citroën. A son travail, il reçoit quelque chose sur la tête. Il va en consultation chez son médecin quelques jours après, et se plaint de douleurs à la tête.

Le médecin l'examine, ne trouve rien, et le renvoie.

Ce travailleur revient une seconde fois le voir car il a toujours mal.

Le médecin décrète alors qu'il est hypocondriaque. (Il fallait y penser !) C'est-à-dire qu'il pense avoir mal à la tête mais qu'en fait il n'a rien — et décide de son internement en psychiatrie, sous réserve d'examen plus approfondis. Cet ouvrier immigré se retrouve interné. On nous demande alors quel traitement on lui donnerait, et si à notre avis, il faut lui dire qu'il se retrouve en psychiatrie, car ce travailleur pense être en observation en neurologie. D'autant, souligne le texte, qu'il

comprend à peine le français.

Après plusieurs jours de traitement, il se plaint toujours de douleurs à la tête (il est décidément réclacitrant) et la question qui nous est alors posée est : «pensez-vous qu'il s'agit d'un hypocondriaque, ou d'un simulateur ?» (C'est-à-dire que ce travailleur n'a rien au crâne, qu'il le sait pertinemment, mais qu'il fait des simagrès par exemple... pour se mettre en maladie, ou mieux, obtenir une pension d'invalidité !!)

Voilà : racisme, mépris des masses. Un ouvrier n'a pas le droit d'être malade ; il ne peut pas ; il est feignant. Encore plus, quand il s'agit d'un immigré. Il simule, ou il a les idées un peu dérangées, et ce qu'il lui faut, c'est une bonne cure pour lui faire passer ses idées là, car, il faut avant tout pour la bourgeoisie qu'il soit rentable.

Au Marais, la RIVP menace !

«Tout le monde dehors, place à la RIVP», voilà la réponse de la RIVP aux habitants de Saint-Paul, pour obtenir une réfection réelle adaptée à leurs besoins.

Vendredi 22 juin, la RIVP fait connaître ses intentions : locataires en titre ou mal logés occupants tous reçoivent une sommation par voie d'huissier leur intimant l'ordre d'accepter des logements :

— Dans le renové pour les locataires,

— dans des cités de transit pour les occupants.

La RIVP se moque encore une fois des locataires, rien ne leur permet cette expulsion.

Les locataires «protégés» par la loi de 1948 ont droit au maintien dans les lieux.

La RIVP veut encore les intimider.

Quels logements leur sont proposés ?

Pour les mal-logés, occupants, c'est la déportation

des immeubles-prisons, sur le périphérique.

Pour les familles nombreuses des logements séparés : l'un au premier étage, l'autre au 13e.

Les gens qui habitent là vous disent, on devient fou, ou on se suicide.

Encore une fois, la RIVP fait son choix : les travailleurs déportés dans des ghettos de banlieue pour faire place nette à la RIVP et ses rénovations de luxe.

Plus que jamais, locataires et occupants réaffirment ensemble, le droit au logement sur l'Îlot St-Paul.

Plus que jamais, locataires et occupants luttent pour leur maintien dans les lieux, la réfection de leurs immeubles pour leurs propres besoins.

Ouverture des logements vides aux mal-logés et travailleurs du quartier.

Venez nombreux les soutenir.

Exposition sur leur lutte et projets — 25 rue St-Paul.

RECTIFICATIF : Nous avons oublié de signaler dans notre édition en date du 23 juin que la chorale «La Commune» n'a pu se produire au meeting de l'Association pour l'enseignement des Etrangers le temps manquant, mais a fait une déclaration de soutien.



• Thiriet-Cattin La Baule

Non à la fermeture

La liquidation de l'entreprise Thiriet-Cattin a été prononcée le 9 juin 1977 par le tribunal de commerce de St-Nazaire.

Les bénéficiaires (avoués) de l'entreprise :
1972 : 130 000 F
1973 : 385 600 F - soit 192 % de plus
1974 : 583 500 F - soit 51 % de plus
1975 : 889 180 F - soit 52 % de plus

Evolution des salaires sur la même période :
1973 - 13 % de plus qu'en 1972
1974 - 16 % de plus qu'en 1973
1975 - 16 % de plus qu'en 1974

Pour s'assurer des profits maximum, la direction de l'entreprise n'a pas hésité à bloquer les investissements. Ceci a eu comme conséquence le déperissement du parc de machines.

Alors que l'entreprise connaissait une situation difficile, en 1976, (8 licenciements) une solution de reprise par un nouvel acquéreur était rejetée par la direction.

Les Pouvoirs publics, Guichard en tête, ont multiplié les déclarations fracassantes, mais n'ont apporté aucune solution.

CONTRE LA FERMETURE : TOUS UNIS DANS LA LUTTE

Les travailleurs ont occupé leur entreprise les 18-19 et 20 juin. Une opération «portes-ouvertes» a attiré des centaines de visiteurs. Ils interviennent sur les marchés.

Jeudi 23 à la Baule, un meeting, suivi d'un défilé auquel participaient des délégations nazairiennes, témoignage de leur volonté de lutter pour maintenir leur emploi.

Correspondant HR

• Laminoirs du Dauphiné

Occupation

Les ouvriers des Laminoirs du Dauphiné, établissement Bonmartin à Domène (Isère) sont en grève : - pour une augmentation de salaire de 50 centimes

- la révision de la grille des classifications
- les libertés syndicales
- la revalorisation des primes (vacances, casse-croûte).

L'action avait débuté le 5 mai avec 2 h de grève par jour, puis passe à 4 h au bout d'une semaine, depuis le 7 juin grève totale reconductible avec piquet de grève.

Le 22 juin, les 120 ouvriers n'obtenant aucun résultat par leur action ont décidé d'occuper l'usine.

Les travailleurs se sont organisés afin de populariser leur lutte. Ils font des collectes dans toutes les usines de la région et reçoivent le soutien massif des ouvriers. Ces collectes se font en commun ainsi que le partage des résultats avec les ouvrières d'une usine proche, la Ouatose, qui sont également en grève avec occupation.

Correspondant HR

• APC - Toulouse

En grève

Depuis le 20 juin, la totalité des travailleurs posés en 3 X 8 est en grève totale à l'APC. L'APC (ex-ONIA) emploie 600 ouvriers plus 80 intérimaires.

Les raisons : dans le cadre de sa politique de rentabilisation, la direction a décidé de modifier le système de roulement établi il y a 2 ans après l'action des travailleurs.

Ceux-ci avaient obtenu 5 équipes pour les 3 x 8, ce qui permettait de doubler les équipes le mardi, mercredi, jeudi, vendredi et de laisser les autres jours en équipe «simple».

Maintenant, il y a besoin de personnel : pour ne pas embaucher, la direction veut étaler sur toute la semaine les équipes doubles, ce qui entraîne moins de week-end libres et moins de facilité de permutation.

Les travailleurs font un piquet de grève selon leur quart, ce qui fait qu'aucun camion ni train ne peut sortir ni entrer. Ils tiennent des assemblées générales le matin.

Pour l'instant, les travailleurs non postés (principalement des employés) ne sont pas en grève. La direction menace de chômage technique ou de lock-out.

Comme à chaque grève, les intérimaires sont licenciés. Mais une partie de ceux-ci participent aux assemblées générales et les travailleurs de l'APC en grève demandent leur maintien.

Correspondant HR

Santé

Travailleurs en formation

Une coordination exemplaire

Samedi 25 juin s'est tenu à Grenoble une coordination des travailleurs en formation de la santé et des services sociaux de la région Rhône-Alpes.

Cette coordination avait été convoquée par des élèves infirmières de Grenoble qui, après 15 jours de grève, avaient clairement pris conscience de la nécessité de s'associer avec d'autres travailleurs des centres de formation pour faire aboutir leurs revendications (statut et salaires) au niveau national.

Cinq centres de formation étaient représentés. Symboliquement, la coordination a commencé par un compte-rendu des actions entreprises par les élèves-infirmières de Grenoble.

Les obstacles à droite et à gauche

Leurs revendications se sont heurtées, dans un premier temps, à un refus poli de la Direction de l'action sanitaire et sociale (DASS) et du Conseil d'administration de l'hôpital de Grenoble (présidé par un militant de choc du Parti socialiste, Hubert Dubedout) qui défendait exactement la même position ; les arguments étaient du style : «Vous comprenez, nous sommes tous victimes de l'austérité et du manque d'argent... on ferait bien quelque chose pour vous, mais on ne peut pas... laissez-nous votre adresse et on vous écrira quand nous aurons des crédits» !

Dans un deuxième temps, la démagogie n'a plus été de mise car les élèves-infirmières maintenaient leurs revendications et surtout se donnaient les moyens d'obtenir satisfaction en poursuivant la grève. Du coup, la «gauche» et la droite commençaient à les trouver bien gênantes. Chacun sait que les élèves-infirmières se doivent d'être bien mignonnes, bien gentilles et bien disciplinées. Pourtant, celles-là se permettaient d'être en grève et de prendre elles-mêmes leurs propres affaires en main.

Dubedout n'arrivait pas à comprendre, il multipliait les gaffes, par exemple : il sort du Conseil d'administration littéralement encerclé par les grévistes en leur disant : «Je m'adresse à vous en tant qu'adulte et responsable» sous-entendu «vous n'êtes ni adultes ni responsables». Il va même jusqu'à faire des déclarations fracassantes en disant : «Je ne vous reconnais pas comme travailleurs, je ne reconnais pas votre qualification, vos revendications sont le type même de revendications qui, accumulées, feront chuter un gouvernement de gauche...».

Ses compères du PCF, pour ne pas être en reste, sortent brillamment un tract de «soutien» où les grévistes sont heureuses d'apprendre que c'est le PCF qui a mené toute la lutte (!), alors que ce parti s'était justement fait remarquer par son silence. Résultat : le parti révisionniste apparaît clairement comme un manipulateur et se fait sortir.

Précision des revendications et organisations de l'action

Finalement, trouvant que ça commençait à sentir sérieusement le roussi, le

deux seules qui garantissent à la fois une vie décente pour les stagiaires et une formation technique correcte. Deux documents (que l'on ne peut reproduire ici faute de place), l'un concernant le statut et l'autre les salaires ont été adoptés à l'unanimité.

Sur les statuts, de nombreux points par rapport à celui de Limoges l'an passé, ont été précisés.

Un texte sur la question des salaires a permis de lever certaines ambiguïtés qui subsistaient autour de cette revendication. Que devons-nous entendre exactement par salaire ? Pourquoi statut et salaires sont deux revendications qu'il ne faut jamais dissocier ? Pourquoi devons-nous refuser «l'allocation d'étude» ? ou le «présalaire» (mis en avant par le PCF) et qui est totalement opposé à nos intérêts et digne du Moyen-Age...

Cette coordination a permis d'enrichir considérablement leurs revendications nationales. En effet, pour la première fois, semble-t-il, elles ont défini clairement pourquoi leurs revendications comportant le statut et les salaires sont les

de certaines organisations pour le dévoyer. L'exemple le plus frappant, celui d'une secte trotskiste totalement étrangère au mouvement, qui non seulement se permet d'abreuer de conseils les stagiaires mais qui a réussi le tour de force - grâce à une série de magouillages - à s'immiscer dans une coordination nationale par le biais d'un syndicat étudiant (L'UNEF, dite «unité syndicale»), alors que le mouvement des travailleurs en formation n'a finalement qu'un but : faire que ceux-ci soient considérés comme des travailleurs hospitaliers à part entière.

La coordination de Grenoble a permis également de couper l'herbe sous les pieds de tous les bavards spécialisés dans la pêche en eau trouble. Par tous ces aspects, elle est exemplaire.

Un travailleur hospitalier hospitalier marxiste-léniniste

MANIFESTATION
Elevés infirmières
mercredi 29 Juin à 14 h
A PARIS
Mo La Tour-Maubourg

Maturité du mouvement

Bien des combats ont été livrés et bien des victoires remportées dans les tentati-

Travailleurs du métro

appel au soutien

Pour riposter aux manœuvres d'intoxication du pouvoir et de la RATP qui cherchent à faire croire que la tendance est à la reprise, les grévistes ont pris deux types de mesures.

Le comité de grève a décidé en accord avec l'UD-CFDT d'intensifier la campagne de popularisation. 150 000 tracts seront distribués dans le métro ; les grévistes expliqueront largement leur lutte aux quatre points de Paris de 12 h à 14 h : mardi à Montparnasse et Bercy, mercredi à la Défense et aux grands magasins. Jeudi, ils appellent tous ceux qui les soutiennent à se rassembler avec eux à 17 h devant le ministère des Transports. Ils demandent également aux travailleurs de verser en soutien une heure de salaire.

Par ailleurs, les piquets de grève ont été renforcés. Outre les discussions, ils ont permis dans de nombreux cas d'empêcher les briseurs de grève de faire leur travail.

Les grévistes sont nombreux à penser que si la CGT ne change pas de position, il faudra recourir carrément à la force. Un délégué du comité de grève a déclaré : «Nous sommes près d'un millier, eux une trentaine. Si la CGT continue à vouloir briser notre grève, nous prendrons nos responsabilités».

Il est possible d'entrer en rapport avec le comité de grève :
- tous les matins aux assemblées générales Bourse du Travail de 10 h à 12 h.
- tous les soirs à la permanence du comité de grève, 67 rue de Dunkerque de 16 h 30 à 18 H.

Arabic text block with multiple columns of text, likely a manifesto or call for support.

The section CFDT du Centre d'Etudes nucléaires de Saclay a organisé une collecte de soutien aux nettoyeurs du métro en grève. La collecte a rapporté plus de 3 200 F qui vont être transmis aux grévistes. La CGT a refusé de s'associer à la collecte.